

LIBAN

Le Hezbollah déploie ses drapeaux sur la frontière avec Israël

Six mois après l'offensive israélienne contre le Hezbollah, des militants du parti chiite libanais ont fait un retour en forme de défi ces derniers jours sur la frontière entre le Liban et Israël, déployant leurs drapeaux et sillonnant les routes à moto.

Sans armes apparentes, vêtus de noir et en civil, des hommes du Hezbollah circulent à moto sur les petites routes frontalières du Liban Sud, faisant flotter les drapeaux jaunes de leur parti et des photos de leur chef, Hassan Nasrallah.

"Pendant la guerre, les chefs ennemis ont affirmé qu'ils ne laisseraient plus le Hezbollah faire flotter ses drapeaux le long de la frontière", a expliqué à l'AFP un porte-parole du parti, Haidar Daqmaq. "Mais nous sommes revenus installer nos drapeaux et de grandes affiches de nos martyrs. Nous avons ajouté celles de martyrs tombés pendant la guerre de juillet et août", a-t-il ajouté.

Des militants du Hezbollah, portant la barbe, surveillent à moto depuis quelques jours les routes bordant la Ligne bleue, la frontière dessinée en 2000 par l'ONU entre le Liban et Israël. Pendant ce temps, d'autres hissent des drapeaux, des banderoles et des

affiches représentant leurs "martyrs", les hommes tués au combat, le long du grillage. Le Hezbollah souhaite "que les soldats ennemis et les habitants des villages frontaliers puissent les voir clairement" depuis le nord d'Israël, a affirmé le porte-parole. Après la capture à la frontière de deux soldats israéliens par le Hezbollah, l'Etat hébreu avait lancé, le 12 juillet 2006, une offensive de 34 jours contre le parti chiite, qui contrôlait le sud du Liban depuis le retrait israélien de 2000. Après la fin des combats le 14 août, l'armée libanaise a repris le contrôle de la région, épaulée par les Casques bleus de la Force intérimaire des Nations unies (Finul), au nombre de 12 000 actuellement, qui quadrillent le Liban sud pour veiller à l'application de la trêve et éviter une reprise des activités militaires de la milice chiite.

De Naqoura à l'ouest, sur la Méditerranée, jusqu'à la région montagneuse de Chebaa, dans l'est, le Hezbollah a affirmé avoir déployé environ 300 drapeaux, jaunes frappés d'une main agrippant une kalachnikov.

Les militants ont utilisé de petits tracteurs pour transporter les blocs de ciment qui servent de support aux drapeaux et aux portraits des martyrs, portant le lieu et la date de la mort. "Ce

martyr est tombé en défendant sa terre", proclame une affiche. Une autre porte les mots "héros de la bataille des chars", référence aux chars israéliens détruits au cours des combats. Le Hezbollah est resté un parti politique très puissant dans cette région peuplée en majorité de chiites, mais ses armes ne sont plus visibles.

Le général français Alain Pellegrini, en quittant la semaine dernière ses fonctions à la tête de la Finul, avait estimé que la paix restait très "fragile" au Liban sud, mais qu'aucun signe d'une activité militaire du Hezbollah n'était actuellement perceptible.

Lundi, l'armée israélienne a annoncé avoir découvert quatre charges explosives placées en territoire israélien, près de la frontière, et assuré qu'elles avaient été "franchement placées à la faveur des brouillards et des pluies".

Près de la ville portuaire de Tyr, le Hezbollah a aussi placardé des affiches de chars israéliens détruits par ses combattants dans la région de Khiam, dans le sud-est du Liban. Et à Aita-Chaab, un gros bourg presque entièrement détruit par les combats, le Hezbollah a affiché les photos des deux soldats israéliens capturés tout près de là.

Le Canada enquête sur des violences présumées contre des prisonniers afghans

L'armée canadienne enquête sur des allégations selon lesquelles certains de ses soldats auraient maltraités des prisonniers afghans, a indiqué hier un porte-parole du ministère de la Défense. Dans une lettre à un organisme de contrôle militaire, Amir Attaran, un professeur de l'université d'Ottawa spécialisé dans les questions de droits de l'homme, écrit qu'au moins un Afghan et peut-être trois "qui avaient été faits prisonniers par les forces canadiennes semblent avoir été battus pendant qu'ils étaient détenus et interrogés" par des militaires canadiens. M. Attaran se fonde sur des documents militaires qu'il a obtenus en vertu de la loi sur l'accès à l'information et dont des extraits sont publiés hier par le quotidien de référence *The Globe and Mail*. Ces documents font état de lacérations et de contusions sur le visage, autour des yeux, ou sur la poitrine, mais ne précisent pas comment les prisonniers ont été blessés. "Nous enquêtons sur ces allégations", a déclaré à l'AFP un porte-parole de la Défense, le lieutenant Adam Thomson. Les trois hommes avaient été arrêtés en avril dernier par des soldats canadiens près de Dukah à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Kandahar. Ils sont présentés sur les documents obtenus par M. Attaran comme "très belliqueux" et "très peu coopératifs".

Le Canada a déployé un contingent de quelque 2 500 militaires qui luttent contre les talibans dans le sud de l'Afghanistan. 44 militaires canadiens ont perdu la vie en Afghanistan depuis 2002, dont 36 l'an dernier.

LA MINISTRE BRITANNIQUE DES AFFAIRES ETRANGERES

"Rare opportunité"

de faire avancer la paix au Proche-Orient



"Nous voulons beaucoup voir progresser le processus de paix", a déclaré Mme Beckett à la presse. Ph. : D. R.

La ministre britannique des Affaires étrangères Margaret Beckett, en visite à Jérusalem, a estimé hier qu'il existait aujourd'hui une "rare opportunité" de faire progresser le processus de paix au Proche-Orient.

"C'est peut-être la première fois, certainement depuis longtemps, à mon sentiment, que nous avons la rare opportunité que tous les acteurs du conflit conviennent que des progrès dans le processus de paix sont dans leur intérêt", a-t-elle dit après un entretien avec son homologue israélienne, Tzipi Livni.

"Nous voulons beaucoup voir progresser le processus de paix", au point mort depuis des années, a déclaré Mme Beckett à la presse, en soulignant que des pays arabes, les Palestiniens et Israël convenaient aujourd'hui ensemble que cela était de leur intérêt. La ministre britannique est arrivée lundi soir en Israël, pour sa première visite en Israël

et dans les territoires palestiniens depuis qu'elle est devenue chef de la diplomatie en mai 2006. Avant Mme Livni, elle s'est entretenue avec le président israélien en exercice, Dalia Itzik, présidente du Parlement, et le chef de l'opposition de droite, Benjamin Netanyahu. Elle doit rencontrer à Tel-Aviv le ministre de la Défense, Amir Peretz. Elle se rendra aujourd'hui au mémorial de l'Holocauste de Yad Vashem à Jérusalem, avant de gagner Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne, en Cisjordanie. Il s'agit de son troisième déplacement dans la région, après des visites en Irak et en Egypte en septembre, et en Jordanie et au Liban en décembre. Le Premier ministre britannique Tony Blair, qui s'est rendu en Israël et dans les territoires palestiniens en décembre, a fait du dossier israélo-palestinien l'une de ses priorités pour ses derniers mois au pouvoir.

Deux lettres piégées en deux jours en Angleterre

La tension est montée d'un cran hier en Angleterre, avec l'explosion d'un deuxième courrier piégé en deux jours, qui a fait deux blessés légers dans une entreprise de Wokingham, une ville à l'ouest de Londres. Lundi, une première lettre piégée avait explosé dans des bureaux sur Victoria Street, en plein centre de Londres. Une femme était toujours hospitalisée hier, après avoir été blessée aux mains et au torse. Ce premier courrier piégé visait l'entreprise Capita, qui sous-traite certaines tâches pour les collectivités locales, tel le suivi de la taxe d'embouteillage à Londres. Hier, deux employés ont encore été très légèrement blessés aux mains dans une "petite explosion" provoquée par un courrier piégé dans les bureaux de la société Vantis



Les services d'urgences britanniques après l'explosion d'un petit paquet piégé dans le centre de Londres. Ph. : D. R.

à Wokingham. Un porte-parole a précisé que l'entreprise n'avait aucun lien avec Capita. Dans une capitale britannique toujours inquiète d'un nouvel attentat, l'enquête sur le courrier piégé de lundi a été confiée à la sec-

tion antiterroriste de Scotland Yard, qui a précisé qu'il était encore trop tôt pour en établir l'origine. La presse britannique se perdait en conjectures hier, évoquant l'acte d'un employé mécontent, d'un contribuable furieux,

voire d'un défenseur des animaux, ceux-ci étant parfois particulièrement virulents en Angleterre. Hier, la police de Wokingham, localité située à environ 60 km de Londres, s'est refusée à établir un lien entre les deux affaires. "Nous sommes au courant d'un incident similaire à Londres, hier, mais il est trop tôt pour faire des conjectures sur un éventuel lien", a-t-elle déclaré.

La section antiterroriste de Scotland Yard a également précisé qu'elle était "au courant de l'incident de Wokingham et en contact avec la police de la vallée de la Tamise". "Il est trop tôt pour des conjectures sur un lien entre les incidents", a-t-elle également déclaré. Les deux employés blessés hier, âgés d'une trentaine d'années, ont eu des blessures superficielles aux mains et au torse, mais n'ont pas été hospitalisés. Vantis, situé dans un parc industriel, l'Oaklands Business Center, a précisé qu'elle ne faisait pas de sous-traitance administrative, excluant l'acte d'un usager mécontent. Vantis offre aux petites entreprises de les assister en matière de comptabilité et de conseil fiscal, a précisé un porte-parole, estimant que le courrier piégé n'était pas spécifiquement destiné à Vantis. L'incident a eu lieu "juste après 9h", selon la police, qui a immédiatement fait évacuer le bâtiment, et a imposé un périmètre de sécurité. Une enquête a été ouverte.

Des Frères musulmans égyptiens seront traduits devant la justice militaire

Le président égyptien Hosni Mubarak a ordonné le renvoi devant un tribunal militaire du numéro trois des Frères musulmans et d'autres membres du mouvement d'opposition détenus depuis décembre, a-t-on appris hier au sein des services de sécurité.

"Le président de la République a ordonné que Khaïrat al Chater et d'autres (membres des Frères musulmans) soient jugés par un tribunal militaire", a déclaré cette source, sans préciser le nombre de personnes concernées.

Khaïrat al Chater, numéro trois et responsable financier des Frères musulmans, est l'un des 29 membres de la confrérie dont les avoirs ont été gelés le mois dernier, après avoir été accusés de "blanchiment d'argent et financement d'une organisation interdite".

"C'est une décision cruelle et politique" qui risque de "donner l'impression aux investis-

seurs arabes et étrangers qu'il y a un manque de stabilité en Egypte", a estimé le numéro deux des Frères, Mohammed Habib.

"Cela se reflétera de manière négative sur le développement de l'Egypte", a-t-il déclaré à l'AFP. M. Chater et 35 membres de la confrérie avaient été arrêtés en décembre après une démonstration d'arts martiaux d'aspect militaire menée par des étudiants islamistes dans l'enceinte de l'université islamique d'Al Azhar.

Les Frères musulmans, officiellement interdits en tant que parti politique mais tolérés dans les faits, contrôlent un cinquième des sièges du Parlement.

En Egypte, les jugements des tribunaux militaires sont sans appel. Seul le président Hosni Mubarak, qui est le commandant en chef de l'armée, peut commuer leurs sentences.